

COLLOQUE INTERNATIONAL

Territoires en mutation - Espaces d'innovation
Enjeux de gouvernance et de communication

4-5-6

mai

2023

Mahdia





VI^e Colloque international

Territoires en mutation, espaces d'innovation, enjeux de gouvernance et de communication

en collaboration avec
FSEG de Mahdia et ISG de Bizerte

Le 4, 5 et 6 mai 2023 à Mahdia, Tunisie

<http://www.isgb.rnu.tn>

www.fsegma.rnu.tn/manifestations-scientifiques

Pour chaque année renforcer, de part et d'autre de la Méditerranée, les partenariats inter-universitaires en coopérations pédagogiques comme en recherches et publications scientifiques, le collectif *Langages, objets, territoires et hospitalités* (LOTH) propose un nouveau colloque international. Toujours avec en point de mire la gouvernance et la communication publique et territoriale, ce colloque ambitionne de caractériser et qualifier les dynamiques participatives induites par des approches innovantes de recherche-action ou recherche création dans un contexte de transitions multiples où le pouvoir d'agir des acteurs doit être réinterrogé à nouveaux frais.

En ce sens encore, les membres du collectif LOTH (<http://loth.hypotheses.org/>) proposent de consolider et de développer avec cet événement le cadre partenarial impliquant déjà : l'Institut des régions arides, les Universités de Monastir, de Gabès, de la Manouba et, l'ISET de Djerba pour la Tunisie ; l'Université de Bejaia A-Mira et l'Université de Constantine3 S-Boubnider pour l'Algérie. L'École Nationale de Commerce et de Gestion d'Agadir, l'Université Ibn Zohr au Maroc, l'École des Sciences de l'Information de Rabat pour le Maroc, ainsi que l'Université de Côte d'Azur et celle de Strasbourg pour la France. Ces événements scientifiques ont permis la conjonction et la diffusion de savoirs, de connaissances et d'expertises quant à la gestion, au développement, à la valorisation et la promotion des territoires. Les publications en rapport avec ces travaux sont consultables via <http://loth.hypotheses.org>

À l'initiative de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Mahdia et de l'Institut Supérieur de Gestion de Bizerte et soutenu par un large partenariat universitaire, cette nouvelle édition, veut accentuer le décloisonnement des connaissances théoriques, empiriques et expérientiels en rassemblant la communauté de chercheurs en sciences humaines et sociales ainsi que les communautés de praticiens en développement territorial comme celles de citoyens engagés de/dans la société civile. Ainsi, l'objectif de ce colloque est-il de porter le débat sur les dispositifs des transitions multiples que nous visons vers d'autres modèles de gouvernance et de communication palliant aux immobilismes ou régression et amplifiant les perspectives et actions de valorisation et d'appui au développement de différents territoires. De la sorte, ce colloque se veut une plate-forme de concertation et de lancement de nouveaux programmes interdisciplinaires et inter-universitaires visant la formation et l'accompagnement de professionnels du développement territorial dans une perspective écocitoyenne.

Thématiques et problématiques

Dans un contexte où les territoires sont confrontés à diverses crises et transformations tant sur les plans socio-économique, sanitaire, politique, environnemental ou écologique, le rôle des acteurs académiques ne peut plus se limiter à la description, à l'analyse ou encore à l'interprétation : une recherche plus participative sinon plus engagée est requise. Ce colloque souhaite ainsi éclairer les dynamiques de mise en place d'un développement innovant et durable. Si la recherche académique et ses différentes déclinaisons sont essentielles et fondamentales à plus d'un titre afin de sérier, d'analyser et de maîtriser les multiples transitions et les enjeux territoriaux, ces derniers convoquent également une mobilisation et un partage des connaissances avec les praticiens, les décideurs et les acteurs du développement pour recueillir avec eux leurs expertises.

Nos thématiques et problématiques visent ainsi à :

- 1- Rassembler les acteurs académiques, les praticiens du développement, les acteurs de la société civile ainsi que les décideurs afin de caractériser l'ampleur des transitions pouvant affecter les territoires, d'appréhender les dynamiques de transformation et de dégager avec eux les pratiques et controverses en reconfiguration comme celles en émergence.
- 2- Créer un espace de réflexion, d'échange et de cocréation permettant de poser un autre regard pluridisciplinaire sur les enjeux de la gouvernance et de la communication en situation de transition. Revoir les modalités d'interaction, impliquant les acteurs dans leur diversité et permettant la valorisation des initiatives locales et la promotion des territoires, de leurs patrimoines (naturel, matériel et immatériel).
- 3- Favoriser des coopérations et partenariats entre universités, laboratoires de recherches, institutions publiques et privées dans l'objectif d'enrichir les connaissances et de générer des échanges de pratiques en faveur du développement et de l'attractivité des territoires.

- 4- Faire un bilan des apports et réalisations après plus de dix ans en coopération du collectif LOTH pour ouvrir à d'autres partenariats interdisciplinaires, des publications et un appui aux formations académiques.

À titre indicatif et aucunement limitatif, les propositions de communications pourront s'inscrire dans les trois axes suivants

A- Territorialisation des décisions et reconfiguration des échelles d'intervention

Dans cet axe, les communications peuvent cibler l'analyse des politiques publiques et des mécanismes de décentralisation ou autres de la prise de décision. Les propositions peuvent être orientées vers les dispositifs de gouvernance transitionnelle dictés par les mutations territoriales. Comment articuler une recomposition et/ou hybridation voire répliquabilité des actions collectives? Comment reconfigurer la répartition des rôles et des responsabilités entre les échelles territoriales ? Comment repenser l'accès des « territoriaux », de la population aux ressources locales ? Quels sont les mécanismes assurant une transition tant sociale, économique, digitale qu'écologique ? Quel impact *in fine* des projets actuels de développement ? Peut-on parler de « conversions » territoriales ?

B- Innovation sociale, appropriation des savoirs et modification des pratiques

Les propositions de communication peuvent mettre en évidence la dimension collective des innovations sociales et leur impact sur la capitalisation des savoirs à l'échelle territoriale. Quel aspect de l'innovation sociale facilite une transition vers de nouveaux ou « d'autres » modèles de développement ? De quelle manière les innovations sociales répondent-elles aux besoins des collectivités territoriales ? Comment s'opèrent la production, la capitalisation et la diffusion des savoirs dans un cadre d'innovation sociale (encore) procédurale et institutionnelle ? Quel est l'impact social des transitions vers et pour un mode d'action collective ? Comment les chercheurs peuvent-ils y contribuer : recherche-action et/ou recherche-création à l'échelle territoriale ? Enfin, de quelle manière des dispositifs comme des incubateurs peuvent-ils favoriser l'émergence d'innovations sociales et appuyer le développement territorial ? Comment aussi se réinventent les dynamiques sectorielles dans une économie toujours en transition ?

C- Information, communication, rayonnement et valorisation des territoires

Cet axe vise essentiellement les développements de la communication publique et territoriale dans les contextes de transition mentionnés *supra*. Nous interrogeons les stratégies et dispositifs infocommunicationnels permettant une gestion de crises maintenant multiples et successives (depuis les catastrophes naturelles, écologiques, sanitaires, migratoires...) et la relance de l'attractivité territoriale. Quelles limites et limitations entre la communication et la vision territoriale ? Comment assurer outre les techniques de marketing territorial la consolidation et

l'amélioration du potentiel attractif de différents espaces, lieux, habitats...?
Comment et quels acteurs peuvent effectivement contribuer à l'élaboration d'une
« vision » des atouts territoriaux ? Quels mécanismes de concertation y
contribuent?

Calendrier

31 août 2022 : diffusion de l'appel

31 octobre 2022 : date limite de réception des résumés de communication

30 décembre 2022 : réponse du comité scientifique

15 février 2023 : réception des textes définitifs (30 000 signes maximum bibliographie et espaces compris)

1^{er} mars 2023 : retours du comité scientifique aux contributeurs retenus pour les actes et publication du programme du colloque.

3, 4 et 5 mai 2023 : Colloque en présentiel prioritairement dans un complexe hôtelier de Mahdia pour une logistique et convivialité optimales.

Attention svp : seules les communications des participants effectifs et régulièrement inscrits au colloque seront publiées. Selon les expertises, nous opterons pour un numéro spécial de revue et/ou un ouvrage collectif.

Modalités de soumission

Les contributeurs sont invités à soumettre une proposition à l'adresse suivante :

colloquemahdia2023@gmail.com

Elle se limitera à 2500 signes en français ou en anglais présentant l'objet d'étude, la problématique et la méthodologie, accompagné d'un titre, de cinq mots-clés et cinq références bibliographiques clés en mentionnant un choix d'axe thématique. Les noms des auteur(e)s, leur fonction et rattachement institutionnel, ainsi que leurs coordonnées complètes (mail, tél et adresse postale institutionnelle) doivent être rassemblés sur une première page séparée de la proposition. Celles-ci seront évaluées en double aveugle.

Coordination scientifique

Ben Slimane Syrine (Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Mahdia, Tunisie)

Henchiri Jamel (ISG Gabès, Tunisie)

Jaouad Mohamed (Institut des Régions Arides Médenine, Tunisie)

Khefacha Islem (Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Mahdia, Tunisie)

Moatamri Karoui Imene (Institut Supérieur de Gestion Bizerte, Tunisie)

Meyer Vincent (Université Côte d'Azur, France)

Romdhane Rabiaa (Institut Supérieur de Gestion Bizerte, Tunisie)

Sboui Faouzi (Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Mahdia, Tunisie)

Sghaier Mongi (Institut des Régions Arides Médenine, Tunisie)

Comité scientifique

Abdallah May (Université de Beyrouth, Liban)
Amsider Abderrahmane (Université Ibn Zohr, Maroc)
Aoudia Nacer (Université de Béjaïa, Algérie)
Amel Attour (Université Côte d'Azur, France)
Araszkieviej Jacques (Université Côte d'Azur, France)
Arfaoui Mongi (FSEG, Mahdia)
Badidi Brahim (Université Mohammed V Rabat, Maroc)
Baraket Ouafae (ENCG Agadir, Maroc)
Benaïcha Abdelkrim (Université de Béjaïa, Algérie)
Bendebili Ismail (Université de Béjaïa, Algérie)
Bouchaf Ouafae (ENCG Dakhla, Maroc)
Boudhane Yamine (Université de Qatar)
Boulekbache Hafidha (Université Polytechnique des Hauts-de-France, France)
Bouziane Nasereddine (Université de Constantine 3, Algérie)
Cadel Peggy (Université Côte d'Azur, France)
Chouk Souad (Université de la Manouba, Tunisie)
Dahmeni Amira (ISG Bizerte, Tunisie)
El Gaïed Mouna (Université de Lorraine, France)
El Maouhal Mokhtar (Université Ibn Zohr, Maroc)
Farhat Abdeljelil (FSEGM, Tunisie)
Foudi Brahim (Université de Bejaïa, Algérie)
Gdoura Wahid (Institut supérieur de documentation Tunis, Tunisie)
Hachana Rym (ISCAE Manouba, Tunisie)
Hachiche Lamia (ISG Tunis, Tunisie)
Hamzaoui Hakim (École de Journalise d'Alger, Algérie)
Henchiri Jamel (ISG Gabès, Tunisie)
Jabeur Khaled (ISG Bizerte, Tunisie)
Jarraya Mounir (Université de Sfax, Tunisie)
Jaouad Mohamed (Institut des Régions Arides, Tunisie)
Khefacha Islem (FSEG Mahdia, Tunisie)
Koch Olivier (Université Côte d'Azur, France)
Laabidi Moez (FSEG Mahdia, Tunisie)
Loukil Nadia (ISG Bizerte, Tunisie)
Makhloufi Abdelouahab (Université de Bejaïa, Algérie)
Masselot Cyril (Université de Franche Comté, France)
Mazigh Lamia (FSEG Mahdia, Tunisie)
Merah Aïssa (Université de Bejaïa, Algérie)
Meyer Vincent (Université Côte d'Azur, France)
Moatamri Karoui Imene (ISG Bizerte, Tunisie)
Morelli Pierre (Université de Lorraine, France)
Oufara Fatima Zahra (ENA Marrakech, Maroc)
Saafi Sami (FSEGM, Tunisie)

Saidani Chiraz (ISGT, Tunisie)
Sboui Faouzi (FSEG Mahdia, Tunisie)
Sghaier Mongi (Institut des Régions Arides, Tunisie)
Smati Nozha (Université Lille 3, France)
Viallon Philippe (Université de Strasbourg, France)
Zerouali Hayat (École des sciences de l'information Rabat, Maroc)

Comité d'organisation

Baraket Ouafae (ENCG Agadir, Maroc)
Ben Hamouda Ines (ISGB, Tunisie)
Ben Slama Mehrez (FSEGMA, Tunisie)
Ben Slimane Syrine (FSEGM, Tunisie)
Fathallah Karim (ISGB, Tunisie)
Hanachi Yassine (FSEGM, Tunisie)
Jaouad Mohamed (Institut des Régions Arides, Tunisie)
Jery Hamid (FLSHK, Tunisie)
Khefacha Islem (FSEGM, Tunisie)
Maghraoui Randa (ISGB, Bizerte)
Meyer Vincent (Université de Côte d'Azur, France)
Moatamri Karoui Imene (ISGB, Tunisie)
Nouira Amina (FSEGM, Tunisie)
Omezzine Bisma (FSEGM, Tunisie)
Romdhane Rabiaa (ISGB, Tunisie)
Safer Imen (FSEGM, Tunisie)
Souai Saloua (ISGB, Tunisie)
Sboui Faouzi (FSEG Mahdia)
Sghaier Mongi (Institut des Régions Arides, Tunisie)
Viallon Philippe (Université de Strasbourg)
Zouari Lobna (FSEGM, Tunisie)
Zaiter Mahjouba (ISGB, Tunisie)